

**Décision n° 20.00.140.003.1 du 8 avril 2020
désignant un organisme de vérification primitive et de vérification de l'installation
de certains instruments de mesure**

Le ministre de l'économie et des finances,

Vu le décret n° 73-788 du 4 août 1973 modifié portant application des prescriptions de la Communauté économique européenne relatives aux dispositions communes aux instruments de mesurage et aux méthodes de contrôle métrologique ;

Vu le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 modifié relatif au contrôle des instruments de mesure ;

Vu l'arrêté du 8 novembre 1973 modifié fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret n° 73-788 du 4 août 1973 portant application des prescriptions de la Communauté économique européenne relatives aux dispositions communes aux instruments de mesurage et aux méthodes de contrôle métrologique ;

Vu l'arrêté du 21 mars 1988 modifié relatif à la construction et à la vérification des manomètres pour pneumatiques des véhicules automobiles ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2001 modifié fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;

Vu l'arrêté du 25 février 2002 modifié relatif à la vérification primitive de certaines catégories d'instruments de mesure, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du 11 juillet 2003 modifié fixant certaines modalités du contrôle métrologique des ensembles de conversion de volume de gaz et des voludéprimomètres ;

Vu l'arrêté du 10 janvier 2006 modifié relatif aux instruments de pesage à fonctionnement automatique, en service ;

Vu l'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2010 relatif aux compteurs d'énergie thermique ;

Vu l'arrêté du 21 octobre 2010 modifié relatif aux compteurs de gaz combustible ;

Vu l'arrêté du 14 septembre 2011 relatif aux réfractomètres utilisés pour mesurer la teneur en sucre des moûts de raisin naturels ;

Vu l'arrêté du 17 octobre 2011 relatif aux bouteilles utilisées comme récipients-mesures ;

Vu l'arrêté du 9 juin 2016 relatif aux modalités d'application du titre II du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;

Vu la décision n° 16.00.140.001.1 du 26 avril 2016 désignant un organisme de vérification primitive et de vérification de l'installation de certains instruments de mesure, modifiée par la décision n° 18.00.140.001.1 du 17 septembre 2018 et prorogée par la décision n° 19.00.140.006.1 du 19 décembre 2019 ;

Vu l'attestation d'accréditation COFRAC n° 3-1623 révision 3 du 2 octobre 2019 pour les activités dans le domaine de la métrologie légale de la société Mesure et Services ;

Vu la demande de la société Mesure et Services en date du 13 décembre 2019 de renouvellement de sa désignation pour la vérification primitive et la vérification de l'installation de certains instruments de mesure ;

Vu les conclusions de la visite de surveillance approfondie effectuée les 4 et 5 mars 2020,

Décide :

Article 1^{er}

La société Mesure et Services, 419, boulevard de la République, 13300 Salon-de-Provence, est désignée pour effectuer les opérations de contrôle suivantes :

- a) la vérification primitive prévue à l'article 19 du décret du 3 mai 2001 susvisé pour les instruments neufs appartenant aux catégories suivantes :
 - compteurs de volume de gaz combustible pour un usage industriel lourd ;
 - compteurs de volume de gaz pur ;
 - dispositifs de conversion de volume de gaz pur ;
 - dispositifs associés à des dispositifs de conversion de volume de gaz permettant la détermination du pouvoir calorifique ;
 - manomètres utilisés pour le gonflage des pneumatiques des véhicules automobiles ;
 - mesures matérialisées de capacité pour liquides autres que celles visées à l'annexe X chapitre II de la directive 2014/32/UE du parlement européen et du conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'instruments de mesure ;
 - odomètres ;
 - voludéprimomètres à diaphragme pour le mesurage des volumes de gaz ;
 - réfractomètres utilisés pour mesurer la teneur en sucre des moûts de raisin naturels ;
- b) la vérification primitive prévue à l'article 19 du décret du 3 mai 2001 susvisé pour les instruments réparés appartenant aux catégories suivantes :
 - compteurs de volume de gaz ;
 - dispositifs de conversion de volume de gaz et dispositifs associés permettant la détermination du pouvoir calorifique ;
 - instruments de pesage à fonctionnement automatique : instruments de remplissage gravimétrique automatiques (doseuses pondérales), totalisateurs continus, totalisateurs discontinus, trieurs-étiqueteurs à fonctionnement automatique ;
 - manomètres utilisés pour le gonflage des pneumatiques des véhicules automobiles ;
 - voludéprimomètres à diaphragme pour le mesurage des volumes de gaz ;
 - réfractomètres utilisés pour mesurer la teneur en sucre des moûts de raisin naturels ;
- c) la vérification primitive CEE prévue à l'article 5 du décret du 4 août 1973 susvisé des instruments appartenant aux catégories suivantes :
 - manomètres utilisés pour le gonflage des pneumatiques des véhicules automobiles ;
 - bouteilles utilisées comme récipients-mesures ;
- d) la vérification de l'installation prévue à l'article 24 du décret du 3 mai 2001 susvisé des instruments appartenant aux catégories suivantes :
 - instruments de pesage à fonctionnement automatique : totalisateurs continus et totalisateurs discontinus ;
 - compteurs d'énergie thermique.

Article 2

Cette décision est valable jusqu'au 9 février 2024.

Article 3

Le directeur général des entreprises est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Bulletin officiel de l'administration centrale des ministères économiques et financiers.

Paris, le 8 avril 2020

Pour le ministre et par délégation :
La cheffe de la division métrologie

ORIGINAL SIGNE

Corinne LAGAUTERIE